



Visite d'Erdogan à Paris : l'honneur de la France est d'être aux côtés de la résistance kurde.

Le MRAP exprime ses plus vives inquiétudes à l'annonce de la visite officielle en France du Président turc Erdogan. Cette dernière se déroule en effet après que la France ait demandé à la Turquie de « prendre toutes ses responsabilités et toutes les mesures qui s'imposent face à l'offensive de Daesh à Kobanê ». L'objectif d'Erdogan n'est-il pas d'infléchir la position du gouvernement français à la veille de la journée internationale de solidarité avec Kobanê ? D'autant que le gouvernement français refuse toujours de recevoir le représentant en France du PYD (Parti de l'Union Démocratique syrienne) et des représentants de la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan.

En effet, l'AKP (parti du président Erdogan) est membre de l'internationale islamiste et la Turquie, pourtant membre de l'OTAN, soutient et arme DAESH. A ce jour, Ankara a préféré bombarder les combattants kurdes dans le Sud-Est turc plutôt que les djihadistes, une "première" depuis le fragile cessez-le-feu de mars 2013 décrété par le PKK en vue d'obtenir une solution politique à la question kurde.

En Turquie, les manifestants kurdes qui dénonçaient l'inaction d'Ankara pour empêcher la prise de Kobanê, se sont heurtés à une répression policière féroce ; ces trois derniers jours, plus de 40 personnes ont perdu la vie au cours d'affrontements violents. L'attitude de ce pays a malheureusement montré que sa priorité n'était pas de combattre les djihadistes de Daesh, auxquels il continue d'apporter une aide militaire et logistique, mais d'occuper militairement cette région kurde et d'éradiquer un mode d'organisation social et politique, adopté par l'Assemblée législative du Rojava, qui permet à chaque canton d'élire des assemblées citoyennes décentralisées et de se doter de structures incluant toutes les nationalités et toutes les religions.

Nous ne pouvons pas oublier l'assassinat au cœur de Paris, le 9 janvier 2013, de trois militantes kurdes et attendons toujours la vérité sur les commanditaires de ce crime odieux.

Nous ne pouvons oublier, non plus, la terrible répression des manifestations de mai 2013 sur la place Taksim, qui ont fait 8 morts et plus de 8000 blessés. Plus d'un an après l'éruption de colère contre le gouvernement d'Erdogan, l'état des libertés en Turquie ne s'est pas amélioré. Bien au contraire, la liberté de rassemblement est systématiquement entravée et les forces anti-émeutes continuent à disperser violemment - à coups de gaz lacrymogène et de canons à eau - toute réunion à proximité de la place Taksim. Le harcèlement policier et judiciaire contre les manifestants s'est encore accentué : pas moins de 95 procès ont déjà été ouverts contre plus de 5.500 personnes, parfois au titre de la loi antiterroriste. Selon le rapport d'Amnesty International, «des centaines, peut-être des milliers d'autres personnes restent sous la menace d'enquêtes et de possibles procès». Pour avoir soigné des blessés, un médecin risque jusqu'à 12 ans et demi de prison.

Enfin, les entretiens bilatéraux entre la France et la Turquie risquent d'aborder les accords de coopération policière dont la ratification avait été stoppée in extremis. Plus que jamais il est nécessaire d'obtenir l'abandon définitif **des** "accords sécuritaires contre le terrorisme" Guéant – Fabius, *les "terroristes"* (dont il est question) *en question* étant les sympathisants du PKK dont les militants sont en première ligne des combats pour défendre Kobané contre les vrais terroristes de Daesh/DAESH.

Parce que les kurdes se battent pour les valeurs universalistes des droits humains, de liberté et d'égalité le MRAP demande solennellement au Président de la République :

- de renoncer à aligner la France sur la politique d'Erdogan qui voudrait imposer sa loi dans une prétendue « zone tampon »
- de demander au Président Erdogan de cesser la répression à l'encontre des militants kurdes
- de prendre des mesures urgentes pour protéger la population civile de Kobanê
- d'apporter une aide humanitaire aux réfugiés qui ont dû fuir Kobanê.
- d'aider à fournir des armes aux combattants kurdes afin qu'ils puissent se défendre contre l'artillerie lourde de l'EI
- de retirer le PKK de la liste des organisations terroristes.

L'honneur de la France est d'être aux côtés de la résistance kurde.

Paris, le 29 octobre 2014